



La démocratie, un bien commun à sauvegarder

LA CERCA (Cellule de Réflexion
Chrétienne sur l'Actualité) :

*Arnaud Billat, Pierre Blanc, Pierre
Daugreilh, Claude et Patrice Desbordes,
Bernard Tabone, Catherine Wilbrod.*

Retrouver toutes les publications :

[https://diocese40.fr/categorie/sinformer/
dossiers-de-fond/la-cerca/](https://diocese40.fr/categorie/sinformer/dossiers-de-fond/la-cerca/)

Contact : cerca@diocese40.fr



La démocratie, un bien commun à sauvegarder

George Orwell « la dictature peut s'installer sans bruit »

Rien de ce monde n'est jamais définitif. Ce qui nous paraît être un acquis pour toujours peut passer à son tour. La démocratie qu'on croyait installée à tout jamais dans certaines régions du monde, à commencer par l'Europe, n'est pas épargnée par cette perspective de disparition. En témoigne la prolifération d'ouvrages et d'articles qui nous alertent sur cette déprise. Et pour cause : en 2023, l'institut suédois pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), qui fait référence sur le sujet, pouvait faire le constat que l'année 2022 avait constitué la sixième année d'affilée de recul de la démocratie dans le monde. Pour prendre la mesure de cette involution, il suffit de relever qu'on assiste de nos jours à la plus longue période de recul de la démocratie depuis 1975. Entre ces deux périodes, il y eut pourtant la période faste de la fin de la guerre froide où la disparition du système autoritaire soviétique avait rendu possible la survenue d'une nouvelle vague démocratique.



Winston Churchill

« la démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes. »

Ce renversement de perspective entre la fin du 20^{ème} siècle qui ouvrait de nouveaux espaces à la liberté politique et, aujourd'hui, qui les voit se réduire, n'est pas fait pour nous réjouir, tant la démocratie représente un bien commun contre les abus d'un autoritarisme funeste. Avec son sens quelque peu désenchanté de la formule, Winston Churchill avait pu souligner que *« la démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes. »* Moins connue mais sans doute plus positive, nous faisons nôtre cette autre formule de l'intellectuel chrétien Marc Sangnier (1873-1950), qui avait pensé la démocratie dans des temps où elle n'avait rien d'une évidence : *« La démocratie c'est l'organisation sociale qui porte à son plus haut niveau la conscience et la responsabilité des citoyens ».*

C'est donc parce qu'elle représente un bien commun et qu'elle est menacée, y compris dans notre pays, que nous avons voulu porter notre nouvelle réflexion. Il s'agit pour nous de voir quelle est la réalité de ce danger qui pèse actuellement sur la démocratie, et quelles sont les raisons qui la conduisent à vaciller. Parce que nous ne voulons pas céder à un constat pessimiste et sans perspective, il s'agit également de voir ce qui peut la revitaliser et ce qui, en tant que chrétiens, nous oblige envers elle. Car notre foi nous semble entretenir une affinité élective avec la démocratie, qui est le régime le plus à même de garantir l'équilibre social.

DÉMOCRATIES FATIGUÉES

Crise, fatigue, déconsolidation, voilà quelques expressions pour dire l'état de fragilisation des démocraties. Des symptômes la prouvent, que nous pouvons pointer.

L'abstention aux élections, à certaines plus qu'à d'autres, est le premier qui vient à l'esprit. Le plus inquiétant n'est pas qu'elle soit parfois élevée mais que, de scrutin en scrutin, elle progresse, y compris pour des élections réputées mobilisatrices comme les élections présidentielles ou municipales. Sur un plan générationnel, les plus jeunes sont ceux qui votent le moins, laissant présager une détérioration démocratique encore plus marquée dans l'avenir. En termes sociaux, les catégories populaires sont celles qui se détournent le plus du processus électoral. Il y a ainsi un paradoxe : ceux qui pourraient espérer le plus de la politique - les plus jeunes et les plus défavorisés - sont au contraire ceux qui s'en défient le plus.

Ceci traduit à tout le moins une perte de confiance dans les institutions et leur capacité à apporter des réponses aux problématiques du quotidien. Peu importe que cette perte de confiance ne soit pas toujours fondée, tant s'en faut. Elle traduit au moins une crise de la démocratie sous son mode représentatif. Ce moindre égard pour la représentation par des élus n'empêche cependant pas l'implication des citoyens abstentionnistes dans des mobilisations politiques plus ou moins ponctuelles. D'ailleurs, pour revenir aux deux catégories les plus éloignées des processus électoraux, remarquons que les plus jeunes constituent une ressource importante des mouvements engagés dans les actions écologiques, tandis que les catégories populaires ont constitué le gros du cortège des gilets jaunes.

Autre signe inquiétant - plus inquiétant - que l'abstention, c'est la nette érosion de la culture démocratique. La désaffiliation partisane en est un symptôme. Parallèlement, on note une polarisation plus forte des échiquiers politiques qui durcit des débats où les adversaires politiques

deviennent des ennemis, rendant plus difficile pour beaucoup l'acceptation de l'alternance. On l'a récemment vu aux États-Unis où Donald Trump, n'ayant jamais reconnu le résultat des élections présidentielles, a même appelé ses suiveurs à l'insurrection. Dans un moment où la culture politique vacille, avec cette possible remise en question du principe que l'alternance politique constitue une respiration nécessaire pour la stabilité d'un pays, il ne faut pas s'étonner que monte aujourd'hui en puissance l'idée qu'un homme fort puisse seul résoudre les problèmes. Une enquête de 2023 montre que près de 40% des Français souhaitent l'arrivée d'un tel pouvoir qui ne se soucierait ni du parlement ni des élections. Près de 30% envisageraient même aisément que l'armée prenne le pouvoir.

Faut-il dès lors s'étonner que cet autre indice d'une crise démocratique se traduise çà et là par des crises actives de la démocratie? Nous faisons référence ici à tous ces pouvoirs populistes qui prennent à revers les démocraties fatiguées pour les détricoter, ou tenter de le faire, à leur profit.


DÉMOCRATIES DÉTRICOTÉES

Le populisme n'est pas une idéologie. Il est le style d'un personnage politique qui se prévaut d'un lien direct avec le peuple, souvent au mépris de tout ce qui peut constituer un contre-pouvoir. Nous avons maintenant suffisamment de recul pour mesurer la dangerosité de ce style politique, doublé souvent d'un nationalisme enfermant. De Jair Bolsonaro au Brésil à Narendra Modi en Inde, en passant par Victor Orban en Hongrie, on a pu constater aisément le risque que font prendre aux démocraties ces nationaux-populistes. C'est tout le paradoxe de ces pouvoirs : tout en exaltant le peuple, ils s'arrangent à miner « *le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple* », cher à Abraham Lincoln. Depuis plus d'une décennie où ils font le siège de démocraties fatiguées, ils s'adonnent à des dérives politiques, aca-

démiques, médiatiques, éthiques et culturelles qui altèrent lentement mais souvent sûrement l'édifice démocratique.

Sur *le plan politique*, tôt ou tard les garanties du jeu démocratique sont remises en question. Le démantèlement de l'édifice se fait d'abord par le haut. C'est, en Turquie, la remise en question de la Constitution par le président Erdoğan qui lui permet de prolonger son pouvoir et de renforcer ses prérogatives au point d'en faire un présidentielisme autoritaire. C'est, en Hongrie, en Inde et en Pologne, la réforme des Cours suprêmes, clefs de voûte du contre-pouvoir judiciaire, pour les mettre sous la coupe des partis au pouvoir. Cette involution démocratique s'opère aussi par le bas, autrement dit par la mise sous contrôle de la société civile. En Israël, sous Benjamin Netanyahu, en Inde, au Brésil et en Hongrie, le financement des ONG considérées comme « ennemies » a été entravé quand d'autres sont promues financièrement par les pouvoirs en place.

Sur *le plan académique et médiatique*, c'est tout le rapport à la vérité qui est remis en question par les figures populistes. La Turquie est caricaturalement offensive sur le premier plan avec, en particulier, le renvoi de nombreux universitaires depuis plusieurs années. En Hongrie, l'État se désengage financièrement auprès d'universités jugées déviantes, tandis qu'il appuie économiquement des structures nouvelles supposées construire de « vrais citoyens ». Au Brésil, le président Bolsonaro avait appelé les étudiants à dénoncer et filmer les professeurs jugés déviants. Quant à la vie des médias, le constat est là encore accablant pour ces pouvoirs. Le répertoire d'action va alors du comminatoire véhément à l'endroit des journalistes jusqu'à l'intrusion massive dans les chaînes et organes de presse. Eu égard à cette volonté de maîtriser l'information pour reconstruire un récit favorable, faut-il par exemple s'étonner que, selon *Reporters sans frontières*, la Pologne soit passée de la 18^e place en 2015 à la 64^e en 2021 en matière de liberté de la presse ?



Sur un plan générationnel, les plus jeunes sont ceux qui votent le moins, laissant présager une détérioration démocratique encore plus marquée dans l'avenir. En termes sociaux, les catégories populaires sont celles qui se détournent le plus du processus électoral. Il y a ainsi un paradoxe : ceux qui pourraient espérer le plus de la politique - les plus jeunes et les plus défavorisés - sont au contraire ceux qui s'en défient le plus.

Sur *le plan éthique*, la réduction progressive des contre-pouvoirs qu'opèrent les gouvernements populistes n'augure rien de bon en matière de comportement économique des nouveaux dirigeants, ou tout du moins de ceux qui les entourent. Ce n'est pas parce qu'on se considère le vrai représentant du peuple qu'on a la vertu éthique du service désintéressé... Certes les démocraties encore fortes n'échappent pas non plus à ce risque, mais force est d'admettre que les contre-pouvoirs d'un véritable État de droit se tiennent beaucoup plus à l'affût pour les dénoncer. Qu'on le nomme « *capitalisme de connivence* » ou népotisme économique, cette tendance à la collusion massive caractérise beaucoup plus les pouvoirs populistes du fait de leur propension à faire sauter les verrous institutionnels. En Hongrie une dizaine d'oligarques proches du pouvoir captent les commandes publiques. On a là l'exemple d'une dérive éthique qui touche d'autres pays soumis aux populistes, dont l'accès aux affaires politiques peut devenir une autre façon de faire des affaires.

Enfin, sur *le plan culturel*, il ne fait pas bon appartenir à une supposée minorité dans les pays dirigés par des pouvoirs qui exaltent la fibre d'un nationalisme exclusif.

Ces constats étant faits, certes à partir de situations qui nous semblent encore éloignées de la France, il demeure nécessaire de s'interroger sur les raisons de la crise démocratique et de la survenue de ces figures politiques qui donnent raison à George Orwell, cité en exergue.

AUX SOURCES DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE

Qu'elle soit passive, au travers d'indices significatifs comme l'abstention, ou qu'elle parvienne à une tournure plus active, via la victoire électorale de pouvoirs populistes qui cherchent à les défaire, la crise des démocraties n'est pas sans causes. Si on peut essayer de les décrypter, il demeure difficile d'être définitif sur elles, tout autant que de l'être sur leur hiérarchie.

Des transformations socio-économiques qui pèsent

Tout ne s'explique pas seulement à l'aune de l'économie. Mais constatons que celle-ci est loin d'être neutre dans la vie des démocraties. Dans l'entre-deux-guerres mondiales, une vague autoritaire a déferlé sur l'Europe, alors même que les économies n'étaient plus en capacité de répondre équitablement aux besoins des populations. À l'inverse, les démocraties en Europe se sont fortement ancrées dans un moment de croissance économique doublée d'une redistribution portée par les États-providences. Si les Trente Glorieuses (1945-1975) ont donc facilité l'expérience démocratique, comment ne pas pointer à l'inverse que la crise actuelle des démocraties, notamment dans sa version la plus active, coïncide avec de larges mutations économiques ? La crise de 2008, qui a tant abîmé

les vieilles démocraties d'Europe et d'Amérique du nord, est loin d'avoir été neutre. Qui plus est, elle intervenait dans un moment où, sur fond de révolution néo-libérale, la mondialisation/modernisation avait déjà laissé beaucoup de monde loin des rives du travail et près de celles de la précarité que renforce parallèlement l'explosion des familles monoparentales.

Si les Trente Glorieuses (1945-1975) démocratique, comment ne pas pointer à l'inverse que la crise actuelle des démocraties, notamment dans sa version la plus active, coïncide avec de larges mutations économiques ?

Ce n'est pas un hasard si dans la foulée de cette crise, nombre de pays ont basculé dans l'expérience populiste ou du moins vu des pans importants de leurs sociétés souscrire à ces courants, quand beaucoup d'autres ne se déplaçaient déjà plus pour les élections. À quoi bon voter ? Bien avant 2008, beaucoup de citoyens se posaient la question depuis que le chômage et la pauvreté s'étaient installés dans des régions où la cohésion sociale avait jadis pu notoirement s'améliorer, à grands renforts de politiques publiques en soutien des dynamiques industrielles favorables.

Fragilisant des secteurs économiques, des millions de salariés et des territoires entiers, cette grande bascule économique a de fait érodé un pilier de la démocratie, à savoir une certaine homogénéité entre citoyens. « *L'égalité des conditions* » : voilà ce qu'Alexis de Tocqueville avait pu déceler comme ingrédient essentiel de la démocratie américaine, qu'il avait visitée au 19^{ème} siècle, alors que la vieille Europe était encore soumise pour l'essentiel à des régimes despotiques. Si donc l'égalité des conditions est un ciment démocratique, sa décrue ne peut que provoquer des fissures comme on le voit depuis les années 2010. La conscience plus aigüe des inégalités peut en effet produire du ressentiment comme l'a récemment pointé la philosophe

Cynthia Fleury dans son livre *ci-gît l'amer*. Or ce ressentiment peut à son tour pousser à la désertion du vote. Il peut aussi conduire à opérer un choix politique hasardeux vers une offre populiste qui prône le pouvoir du peuple pour finalement l'en priver.

Bien sûr tout cela est décrit à grands traits et l'éventail des nuances demeure large.

**ont donc facilité l'expérience
nter à l'inverse que la crise actuelle
sa version la plus active, coïncide
ues ?**

Retenons juste la mécanique qui peut se produire dans une société marquée par des trajectoires sociales et territoriales de plus en plus divergentes. Devant ce peu d'avenir, certains ne votent donc plus quand d'autres - parfois les mêmes - peuvent être tentés de se réfugier dans des solutions populistes qui sont loin d'ouvrir un chemin d'avenir.

« *La démocratie, c'est le goût de l'avenir* » : ces propos de Max Weber semblent résonner aujourd'hui ! On voit bien qu'avec ces inquiétudes, dont on mesure ici combien le résultat peut s'avérer délétère en termes politiques, c'est la démocratie qui vacille. En tout cas, la perte de confiance dans les institutions est bien tangible dans les vieilles démocraties, accusées justement de ne pas être à la hauteur pour rectifier les maux économiques et sociaux. De sociétés de confiance si tournées vers l'avenir, parce qu'il était prometteur, elles semblent avoir basculé vers une défiance envers les institutions et, au-delà parfois, entre acteurs de la cité. Dans *Les sociétés de confiance*, Alain Peyrefitte avait écrit en 1995 : « *la société de défiance est une société frileuse, une société où la vie commune est un jeu à somme nulle (si tu gagnes, je perds) société propice à la lutte des classes, au mal-vivre national et international, à l'enfermement, à l'agressivité de la surveillance mutuelle.*

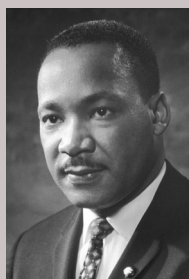
La société de confiance, au contraire, est une société en expansion gagnant-gagnant (si tu gagnes, je gagne), une société de solidarité, de projet commun, d'ouverture et d'échange. » Il se pourrait que cette société de défiance nous ait rattrapés, des États-Unis à l'Europe.

Non seulement la confiance est mise à mal comme on vient de le voir, mais force est de constater que la société elle-même semble avoir perdu de sa cohésion. Depuis les années 80 où a commencé à souffler le vent du néolibéralisme, on est entré dans ce qu'Alain Caillé qualifie de totalitarisme à l'envers qui survolurise l'individualité et contribue ainsi à détruire le lien social. « *La société n'existe pas, il n'existe que des individus* ». Faut-il rappeler cette formule brutale de Margaret Thatcher qui a été la première à mettre en place une politique néolibérale dans l'Angleterre des années 1980? La démocratie qui s'épanouit dans un corps social structuré autour de récits collectifs, peut-elle continuer son œuvre dès lors que les liens sociaux se distendent ? Poser la question, c'est un peu y répondre.

Des mutations culturelles qui fracturent

À cette grille socio-économique de la crise démocratique s'ajoutent d'autres causes. Les bouleversements du pouvoir médiatique, de fait liés en partie à cette libéralisation économique, concourent de même à la crise démocratique. Soyons clair : les médias sont un pilier des démocraties en tant qu'ils permettent la diffusion d'une parole libre. Mais en sommes-nous toujours là aujourd'hui ? Les informations écrasantes et angoissantes des chaînes en continu, dont les choix éditoriaux surinvestissent le funeste, font trop souvent peu de cas des perspectives d'avenir pourtant nécessaires à soutenir l'ardeur démocratique. On pourrait dire la même chose de ces choix éditoriaux mettant la lumière sur des petites phrases assassines, qui démonétisent la parole politique et empêchent de voir les poli-

tiques publiques de longue portée ainsi que le travail quotidien des élus. Pointons aussi l'évolution du langage où le manque de nuance le dispute parfois à la grossièreté. Or, on le sait, le langage est loin d'être neutre en termes de rapports sociaux. Ce langage agressif autant que pauvre fleurit désormais dans des émissions à grande écoute où les opinions caricaturales



Chrétien engagé au prix de sa vie, Martin Luther King prononça un discours resté gravé dans l'histoire : ***I have a dream***. Je fais un rêve... C'était le


28 août 1963 à Washington, dans le cadre de la grande marche pour l'emploi et la liberté. Il voulait refonder la démocratie américaine sur l'égalité raciale. À rebours d'une démocratie ethnique qui privilégiait alors les Blancs sur ses autres composantes, il ne revendiquait rien d'autre qu'une véritable inclusion de tous, sans esprit de revanche mais avec une force inouïe doublée d'une espérance prophétique. « ***Ne cherchons pas à satisfaire notre soif de liberté en buvant à la coupe de l'amertume et de la haine. Nous devons toujours mener notre lutte sur les hauts plateaux de la dignité et de la discipline. Nous ne devons pas laisser nos revendications créatrices dégénérer en violence physique. Sans cesse, nous devons nous élever jusqu'aux hauteurs majestueuses où la force de l'âme s'unit à la force physique*** ». Voici quelques mots de ce discours. À l'heure où nous pouvons parfois perdre la saveur d'une démocratie juste, il est à lire et relire.

valent plus que les faits démontrés. C'est particulièrement vrai avec la dérive du paysage médiatique qui offre des parts de marchés à des investisseurs peu scrupuleux d'éthique voire, parfois, avec des agendas clairement idéologiques. On croyait que cela n'arrivait qu'ailleurs, à commencer par l'Italie où le magnat Berlusconi avait fait de ses médias nauséabonds des rampes de lancement pour son ascension politique. Mais force est d'admettre que cette tendance s'invite aussi en France. Le groupe Bolloré propose des émissions charriant vulgarité pour certaines et vulgate extrémiste pour d'autres. En tant que chrétiens, nous devons être particulièrement vigilants à l'instrumentalisation de notre foi par ce groupe qui, tout en finançant des émissions démagogiques et populistes, n'hésite pas à proposer une émission où l'expertise théologique participe d'un conservatisme univoque.

Dans ces évolutions inquiétantes du paysage médiatique, n'oublions pas la sphère internet qui, nonobstant sa grande utilité, peut aussi porter atteinte à la démocratie. Elle peut découper le corps social en tribus, polariser et hystériser les débats, désacraliser les figures d'autorités, voire même égarer les citoyens. Sur ce dernier point, nous pensons à l'industrie de la désinformation que nous avons abordée dans un texte récent (*Quête de vérité et industrie du mensonge, ainsi va le monde*)¹ et qui reste un péril très pesant pour les démocraties. Des exemples récents ont montré comment des campagnes de désinformations, décuplées par l'outil numérique et l'intelligence artificielle, ont interféré dans des processus électoraux.

À ces bouleversements culturels qui ont trait aux révolutions numérique et médiatique, s'ajoutent d'autres imputables à la reconfiguration démographique des anciennes démocraties. Devenues des sociétés multiculturelles, ces démocraties se voient menacées par une dialectique conflictuelle, moins liée aux différences en soi, qu'à l'existence d'entrepreneurs

1 Quête de vérité et industrie du mensonge, ainsi va le monde - Diocèse d'Aire-et-Dax (diocese40.fr)



Des exemples récents ont montré comment des campagnes de désinformations, décuplées par l'outil numérique et l'intelligence artificielle, ont interféré dans des processus électoraux.

identitaires qui se repaissent de discours exclusifs. D'un côté se trouvent ceux qui, s'estimant plus autochtones que les autres, portent des discours identitaires de rejet qui ont de plus en plus de résonance dans certains pans de la population frappés d'insécurité culturelle et/ou économique. Nous pensons ici à l'extrême droite qui peut parfois instrumentaliser notre foi chrétienne. De l'autre côté se trouvent certains acteurs identitaires qui, cherchant un écho auprès de ceux qui n'ont pas encore acquis la culture démocratique du pays d'accueil, les encouragent à entrer dans des logiques de sécessions parfois violentes. Nous pensons ici à certains prédicateurs islamistes qui voudraient faire prévaloir la *oumma* (communauté islamique) sur le *démos* (le peuple). À ce duopole s'ajoute un troisième pôle, celui qui est fait de ces entrepreneurs identitaires qui font des identités de genre et d'origine autant de clôtures indépassables, rendant ainsi difficile tout universalisme à la base de la citoyenneté qui fonde la démocratie. Nous pensons ici à ceux que l'on assimile parfois trop rapidement au wokisme, ce mouvement venu des États-Unis qui fait de toute minorité un groupe à défendre. Certes ceci n'est absolument pas en soi problématique, mais certains extrémistes qui conduisent ces combats peuvent perdre de vue la visée ultime de l'intégration pour choisir plutôt la découpe du corps social. Ces trois pôles sont bien sûr très loin d'être majoritaires mais leur dialectique infernale peut les conduire à gagner des positions et ainsi menacer la démocratie. C'est particulièrement vrai de l'extrême-droite qui, dans des sociétés apeurées, contribue à étoffer son électorat en insistant sur les risques du wokisme et les dangers de l'islamisme qu'elle a beau jeu d'assimiler au djihadisme international.

En somme un triangle des Bermudes identitaire menace d'absorber des démocraties déjà fragilisées par les reconfigurations économiques et sociales.

LA DÉMOCRATIE UNE CHANCE À REVITALISER

La démocratie est d'autant plus à défendre qu'elle est donc bel et bien en danger. Or ce régime a beau ne pas être parfait, il figure comme le meilleur pour encadrer le conflit. Comme l'a écrit Paul Ricœur dans *Soi-même comme un autre* : « *La démocratie n'est pas un régime politique sans conflit, mais un régime dans lequel les conflits sont ouverts et négociables selon des règles d'arbitrages connues.* » De même, au travers des contre-pouvoirs qu'elle organise, qui permettent au « *pouvoir d'arrêter le pouvoir* » selon la formule de Montesquieu, elle est la plus capable d'éviter toutes formes de dérives autoritaires et de se prémunir de détournements massifs tels qu'ils prévalent dans les régimes autoritaires.

Au quotidien, une myriade d'élus dévoués (maires et conseillers municipaux, conseillers régionaux et départementaux, députés et sénateurs) et autres acteurs restent les gardiens de ce bien commun qu'est la démocratie politique. De même, beaucoup de représentants syndicaux font vivre la démocratie sociale qui régit le conflit entre acteurs du travail pour déboucher sur des compromis. Et puis, plus globalement, dans la société démocratique, il y a aussi tous ces gardiens d'humanité (professeurs, entrepreneurs, soignants, travailleurs sociaux, agriculteurs, prisonniers, éducateurs, responsables associatifs, etc.) qui contribuent à apaiser les

rapports sociaux en cherchant des solutions contre l'exclusion qui menace la vitalité démocratique.

Pour autant, comme on vient de le voir, la démocratie n'en reste pas moins vulnérable. Devant l'ampleur des causes de sa fragilisation, sa défense appelle des efforts qui peuvent donner le vertige tant le chantier est vaste. Au vu de ce qui les mine, le salut des démocraties appelle notamment des réorientations économiques et budgétaires (en particulier la fiscalité), capables de restaurer un certain équilibre social que le néolibéralisme a largement miné.

Il appelle aussi des régulations médiatiques, permettant la lutte contre la mainmise de certains entrepreneurs aux agendas idéologiques ou économiques inquiétants. Pensons à cette assertion d'un ancien PDG de TF1 qui se prévalait de vouloir utiliser « *le temps de cerveau humain disponible* » pour en faire la cible de ses annonceurs publicitaires. Réguler, c'est aussi permettre le reflux de la violence verbale et les procès *ad hominem* qui se répandent. Porteurs de démocratie médiatique, mais aussi d'un « *populisme numérique* », les réseaux sociaux où fleurissent les « *détraqueurs de pensée* », ne sauraient être mis à l'écart de ces efforts accrus de vigilance, tant ils peuvent nourrir des postures délétères pour le vivre ensemble.

Le renforcement démocratique passe évidemment aussi par le soutien aux investissements éducatifs qui infusent au quotidien la culture démocratique : depuis les enseignements - bien au-delà des cours d'instruction civique - jusqu'à l'apprentissage des codes du respect et des récits collectifs capables de contrecarrer les discours identitaires exclusifs qui découpent le corps social.

Le renforcement de la démocratie appelle aussi des réformes institutionnelles que nous ne pouvons pas ici aborder tant elles dépendent de chaque espace politique. Mais si la démocratie représentative reste au cœur de nos démocraties, sans doute faut-il renforcer la démocratie

délibérative impliquant plus directement les citoyens. À ce titre, les conventions citoyennes offrent des perspectives fécondes. La question climatique, désormais si pressante et si menaçante pour la démocratie si les efforts ne sont pas équitablement partagés, a ainsi donné naissance à une convention *ad hoc*. Composée de citoyens tirés au sort, cette convention pour le climat s'est réunie durant des mois pour auditionner des experts avant de remettre des propositions. Des observateurs de cette convention ont pu saluer l'importance du travail accompli et l'émergence de solutions, par-delà les divergences inhérentes au dialogue citoyen. Il reste à savoir comment l'exécutif va s'en saisir à long terme. En tout cas, ces conventions citoyennes ne sauraient gagner en écoute, si elles ne sont pas à un moment donné davantage mises en interaction avec les assemblées parlementaires qui votent les lois.

Ces réformes institutionnelles ne pourront suffire sans une laïcité à la fois ferme et ouverte. Celle qui permet de protéger les croyants du contrôle de l'État et ce dernier de l'emprise de certains croyants au détriment d'autres ou de ceux qui ne professent aucune foi.

Ce répertoire de solutions n'a pas prétention à l'exhaustivité en sachant que d'autres sont bien plus compétents que nous pour les faire émerger. Ces quelques lignes ont juste pour ambition de pointer l'étendue du travail qui s'avère nécessaire pour ne pas dire salutaire. Retenons au moins les principales variables de ce salut : elles sont économiques, sociales, fiscales, éducatives, institutionnelles et informationnelles, toutes devant aller dans le sens d'une plus grande inclusion des citoyens sans laquelle la démocratie est menacée. Et tout cela n'exonère pas de chercher à reconstruire un récit collectif qui, sans désertir le passé, doit surtout offrir la perspective d'un avenir commun qui est l'essence même de la démocratie.

CHRISTIANISME ET DÉMOCRATIE : UNE AFFINITÉ QUI NOUS OBLIGE

Face à cette crise de la démocratie, les chrétiens peuvent-ils rester indifférents ? Là encore, poser la question c'est y répondre. Disons-le d'emblée le christianisme et la démocratie entretiennent une « affinité élective » telle que l'a nommée le sociologue allemand Max Weber. Autrement dit, s'il n'y a pas de causalité immédiate entre les deux, il y a à l'évidence des éléments qui rendent possible l'autre.

Jailli dans un monde marqué par les clôtures de groupes et les hiérarchies sociales définitives, le christianisme a opéré une révolution universaliste, ce qui en fait une matrice propice à l'affirmation de la citoyenneté quand bien même il faudra des siècles pour que ce soit réellement le cas. « *Il n'y a pas de Juif ni de Grec, il n'y a pas d'esclave ni d'homme libre, il n'y a plus d'hommes et de femmes ; car vous êtes un en Christ Jésus* », voilà ce qu'écrit Saint Paul dans l'épître aux Galates et qui en dit long de cette égalité désormais proclamée. Cette égalité fraternelle s'inscrit dans le message de Jésus qui n'a eu de cesse de franchir les clôtures sociales et religieuses pour aller vers les plus marginaux, en en faisant des hommes et des femmes d'égale dignité avec les puissants de l'époque. C'est le Samaritain déconsidéré qu'il montre en exemple du serviteur désintéressé, c'est la femme adultère qu'il réhabilite aux yeux des hommes vengeurs, ce sont les lépreux dont il s'approche quand beaucoup d'autres s'en éloignent, ce sont tous ces relégués de la société à qui il révèle la joie du Salut en Dieu qui regarde chacun d'un même amour.

De même la liberté, valeur cardinale des démocraties, se trouve au cœur de l'expérience chrétienne. Ainsi que l'écrivent deux sociologues des religions, Philippe Portier et Jean-Paul Willaime : « *L'alliance relève d'un choix intime : à chaque homme revient le pouvoir de douter ou d'adhérer, de ne pas croire ou de croire. Dieu offre un chemin : il est possible de le refuser.* ²»

À ces deux éléments centraux de l'anthropologie chrétienne - l'égalité et la liberté - s'ajoute un principe de séparation ou de différenciation entre le temporel et le spirituel qui n'est pas sans résonance avec les principes de la démocratie. Lors de son procès, Jésus affirme devant Pilate que son royaume n'est pas de ce monde. Et plus tôt dans sa prédication, alors que les Pharisiens voulaient le piéger, il a cette formule restée célèbre : « *Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui est à Dieu.* » Ces deux affirmations et l'attitude générale de Jésus autonomisent ainsi le spirituel par rapport au temporel, et réciproquement. « *L'État de droit, laïc et bureaucratique est le produit de la profonde dissociation que la culture catholique établit entre le temporel et le spirituel.* » ³ C'est ainsi que les sociologues du politique, Bertrand Badie et Pierre Birnbaum expriment sans ambages cette coupure qu'institue l'esprit du christianisme.

Cette affinité élective entre christianisme et démocratie n'a pas pour autant empêché que des expériences politiques aient mis en exergue tout le contraire : de Byzance, qui a vu dans la foi chrétienne un moyen de cimenter son empire, aux monarques absolus de droit divin en

Cette égalité fraternelle s'inscrit dans le message de Jésus qui n'a eu de cesse de franchir les clôtures sociales et religieuses pour aller vers les plus marginaux, en en faisant des hommes et des femmes d'égale dignité avec les puissants de l'époque.

² « Le christianisme et la modernité européenne », in *Le 21^{ième} siècle du christianisme*, Le Cerf 2023
³ *Sociologie de l'État*, Grasset, 1979.

Europe, cet esprit du christianisme a pu être largement mis sous le boisseau pour ne pas dire totalement trahi. Il en est de même avec tous ces imposteurs modernes qui ont utilisé le christianisme pour conduire leur politique d'asservissement : du national-catholicisme dans l'Espagne de Franco au nationalisme-orthodoxe de Vladimir Poutine, c'est un même phénomène qui se produit. On l'a retrouvé aussi en Amérique latine où, au 20^{ième} siècle, certaines juntes militaires ont cherché à domestiquer le christianisme en espérant s'en faire un allié, tandis qu'elles combattaient le puissant mouvement de théologie de la libération porteur des principes chrétiens d'égalité et de liberté. Ceci montre que des idées à leur incarnation, un long chemin escarpé est souvent à faire ou à refaire. Et qu'il a fallu de longs processus, y compris des révoltes portées par des idées chrétiennes (égalité et séparation) sans forcément la transcendance, pour les faire accoucher. Pensons à certains révolutionnaires français. Pensons aussi à la guerre des deux France à propos de la laïcité.⁴

Nous connaissons les aléas, les égarements voire les trahisons de cette histoire mais nous savons aussi combien nous sommes héritiers de ces valeurs d'égalité, de liberté, de fraternité et de ce principe de séparation, qui nous placent en tant que chrétiens, avec d'autres, comme des gardiens de la démocratie, particulièrement dans ce moment où ses fondations se fragilisent. Nous nous réjouissons de voir ces valeurs portées par tous ces élus qui s'engagent dans la sphère publique, au nom de leur foi dans l'humanité et dans le Christ. De même nous nous réjouissons de tous ces « anonymes » qui, toujours au nom de cette double foi, tricotent au quotidien des tissus sociaux fragiles. Inspirons-nous de tous ces exemples et de ceux, nombreux, qui les ont précédés pour servir la démocratie. Faisons de notre foi, non pas une clôture identitaire mais, pour reprendre

les mots du pape François⁵, un vecteur d'amitié sociale nécessaire au tissage humain et, par tant, à la démocratie. Car si elle n'est pas encore le royaume de Dieu, elle constitue le meilleur système pour y cultiver l'égalité et la fraternité auxquelles le Christ nous a appelés. ▲

Samedi 9 mars 10h00

Organisé par le Service des Formations Diocésaines, avec le concours de la paroisse Le-Bon-Pasteur, à partir du dernier document de la CERCA (Cellule de Réflexion Chrétienne sur l'Actualité)

Avec la participation des députés Lionel Causse et Boris Vallaud

La démocratie, un bien commun à sauvegarder

CONFÉRENCE animée par Pierre Blanc
Ouverte à tous

Salle polyvalente
Mairie de Narrosse

Samedi 9 mars 14h00

Réflexion et échanges par petits groupes :
En quoi la démocratie nous oblige personnellement ?

Chapelle Marguerite Rutan - Maison diocésaine Saint Jean-Paul II - 102, avenue Francis-Planté - 40100 Dax
Contact : Claude Desbordes 06.13.25.69.25

Organisé par l'ACI (Action Catholique des Milieux Indépendants)

4 Nous renvoyons à l'un de nos textes, *La Laïcité au service du vivre ensemble*. La Laïcité au service du vivre ensemble - Diocèse d'Aire-et-Dax (diocese40.fr)

5 Lettre encyclique *Fratelli Tutti* (Tous frères) sur la fraternité et l'amitié sociale.